

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
127 quai Cavaignac  
46000 CAHORS

CAHORS, le 27/11/23

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EUROVIA GRANDS PROJETS FRANCE**

RUE JEAN DALLEY  
PARC D'ENTREPRISES BRIVE OUEST --  
19100 Brive-la-Gaillarde

Références : 2023-1450  
Code AIOT : 0100013451

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/10/2023 dans l'établissement EUROVIA GRANDS PROJETS FRANCE implanté Plateforme autoroutière ASF Cahors Sud 46230 Fontanes. L'inspection a été annoncée le 25/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EUROVIA GRANDS PROJETS FRANCE
- Plateforme autoroutière ASF Cahors Sud 46230 Fontanes
- Code AIOT : 0100013451
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une centrale d'enrobage à chaud soumise à enregistrement sous la rubrique 2521.

Cette installation est temporaire (fonctionnement pour les travaux de rénovation de l'autoroute uniquement) et a une capacité maximale de production de 650 t/h.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale rejets atmosphériques ;
- Bruit ;
- Déchets.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Hauteur de cheminée.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.4	Lettre de suite préfectorale	30 jours
9	Valeurs limites d'émission.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7	Lettre de suite préfectorale	30 jours
10	Valeurs limites d'émission.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7	Lettre de suite préfectorale	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de l'accès.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.2	Sans objet
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.1	Sans objet
3	Points de rejet.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.2	Sans objet
4	Points de mesure.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.3	Sans objet
6	Généralités.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.5	Sans objet
7	Débit et mesures.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.6	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7	Sans objet
11	Surveillance des	Arrêté Ministériel du 09/04/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	émissions dans l'air.	article 9.2	
12	Surveillance des émissions dans l'air.	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2	Sans objet
13	Bruit	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7.1	Sans objet
14	Déchets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté le respect de la majorité des prescriptions contrôlées lors de la visite.

L'inspection constate la mise en place de mesures préventives pour éviter le dépassement des valeurs limites d'émissions, cependant, elle constate dans le rapport d'analyse sur la période de fonctionnement un léger dépassement des concentrations en SO<sub>2</sub>, inférieur à 1,5 fois de la valeur limite d'émission.

Par ailleurs, l'inspection constate que la date de réalisation des analyses de rejets atmosphériques ne permet pas de mettre en place de mesures correctives en cas de dépassement des valeurs limite d'émissions, ni de réaliser une deuxième analyse pour vérifier l'efficacité de ces mesures correctives, compte-tenu du caractère temporaire de l'installation.

De plus, l'exploitant doit pouvoir justifier de la hauteur de cheminée.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Contrôle de l'accès.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle de l'accès.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.  Toutes dispositions sont prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (par exemple : clôture ou panneaux d'interdiction de pénétrer ou procédures d'identification à respecter).
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection il est constaté la présence d'un accès fermé à clef et d'une clôture.  Le site est équipé d'une caméra et d'alarme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Généralités
<b>Prescription contrôlée :</b> Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont captés à la source et canalisés, sauf dans le cas d'une impossibilité technique justifiée. Les rejets sont conformes aux dispositions du présent arrêté. Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...). Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre. Lorsque les stockages de produits pulvérulents se font à l'air libre, l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec sont permis.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection il est constaté la présence de deux cheminées sur le site.  Les fumées de la centrale d'enrobage sont aspirées et canalisées vers les installations de traitement avant rejet par les cheminées.  Le site est équipé d'une tonne à eau permettant d'abattre les poussières et de limiter les envols.  Il n'est pas constaté sur site de source d'émission diffuse potentiellement significative.  Les particules les plus fines sont entreposées dans des silos pour éviter les envols.  L'exploitant indique réaliser une formation à l'écopilotage de l'installation, notamment lors de la phase de démarrage pour optimiser au maximum la combustion par le réglage du brûleur. De plus, l'exploitant indique utiliser des carburants de substitution (XTL et DERTAL) au gasoil, GNR et fioul lourd pour limiter ses émissions carbonées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Points de rejet.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Points de rejet.
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie. Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection il est constaté la présence de deux points de rejets justifiés par une redondance du système de traitement en cas de panne.

Les effluents sont collectés et rejetés à l'atmosphère après traitement par l'intermédiaire de cheminées de section droite d'une hauteur de 13 mètres (selon l'exploitant) permettant une diffusion et une bonne ascension des rejets dans l'atmosphère.

L'emplacement de ces conduits est tel qu'il n'est pas constaté de conduits ou prises d'air avoisinants pouvant siphonner les rejets.

L'exploitant indique réaliser un test à la fluorescéine avant le lancement de la production et change un caisson de filtre à manches toutes les 100 000 tonnes de production.

L'exploitant indique qu'en l'absence de fonctionnement de l'installation de traitement, l'installation de production s'arrête. D'après l'exploitant il ne peut y avoir de production sans que l'installation de traitement soit en fonctionnement.

L'exploitant indique la présence sur site d'un stock de 100 manches et environ 300 manches dans les dépôts.

L'exploitant présente le jour de l'inspection une check-list des actions à réaliser lors du lancement de l'installation.

Ce point n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Points de mesure.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Points de mesure.

**Prescription contrôlée :**

Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.

**Constats :**

Le rapport d'analyse des prélèvements du 26 et 27 septembre 2023 réalisé par SOCOTEC indique le respect de la norme NF EN 15259.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Hauteur de cheminée.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Hauteur de cheminée.

**Prescription contrôlée :**

La hauteur de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré) exprimée en mètres est déterminée, d'une part, en fonction du niveau des émissions de polluants à l'atmosphère, d'autre part, en fonction de l'existence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz. Cette hauteur respecte les dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé. Pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à douze mois, et sous réserve de l'absence d'obstacles

<p>susceptibles de gêner la dispersion des gaz, la hauteur de cheminée est de 13 mètres au moins pour les centrales d'enrobage de capacité supérieure ou égale à 150 tonnes/heure et de 8 mètres au moins pour les centrales de capacité inférieure à 150 tonnes/heure. S'il y a dans le voisinage de la cheminée des obstacles naturels ou artificiels de nature à perturber la dispersion des gaz, la hauteur de cette dernière doit être corrigée selon les dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 24 avril 2017 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection il est constaté la présence de deux cheminées. L'exploitant indique qu'elles font 13 mètres de haut conformément à la réglementation pour les installations fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à douze mois qui prévoit que, sous réserve de l'absence d'obstacles susceptibles de gêner la dispersion des gaz, la hauteur de cheminée est au moins de 13 mètres pour les centrales d'enrobage de capacité supérieure ou égale à 150 tonnes/heure.</p> <p>Cette information ne peut être vérifiée sur site ou dans le rapport de contrôle qui ne précise que la hauteur de la plateforme (8 mètres) et la hauteur du point de mesure par rapport à la plateforme (1,5 mètres).</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de pouvoir justifier de la hauteur de cheminée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 6 : Généralités.

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Généralités.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse, de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé. Si plusieurs points de rejets ont les mêmes caractéristiques (équipement raccordé, traitement réalisé, flux...), une mesure pourra être réalisée sur un seul des points de rejet. La justification technique correspondante est jointe au dossier d'enregistrement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'analyses des rejets atmosphériques réalisées du 26 au 27 novembre 2023 par la société SOCOTEC.</p> <p>Le rapport ne fait pas état d'émissions diffuses. Il n'est pas constaté sur site de source d'émission diffuse potentiellement significative.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Débit et mesures.

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit et mesures.</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions</p>

normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) sur gaz humides à la teneur en oxygène de référence de 17 pourcents. L'exploitant doit pouvoir justifier la teneur réelle en oxygène mesurée.
Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme (s) ou milligramme (s) par mètre cube rapporté aux mêmes conditions normalisées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport d'analyse des rejets atmosphériques réalisés du 26 au 27 septembre 2023 par la société SOCOTEC.  Le rapport présente les informations nécessaires prévues par l'article 6.6 de l'arrêté ministériel du 09/04/19.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Valeurs limites d'émission.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission.
<b>Prescription contrôlée :</b> I. La vitesse d'éjection des effluents gazeux en marche continue est au moins égale à 8 m/s.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport d'analyses des rejets atmosphériques réalisées du 26 au 27 novembre 2023 par la société SOCOTEC.  Le rapport indique que la vitesse d'éjection des gaz des deux cheminées est supérieure à 8 m/s (de l'ordre de 16 m/s).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Valeurs limites d'émission.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émission.
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée d'une demi-heure.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p> <p>Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le rapport d'analyses des rejets atmosphériques réalisées du 26 au 27 novembre 2023 par la société SOCOTEC.



Le rapport indique que la concentration en SO<sub>2</sub> est supérieure à la valeur limite d'émission pour la cheminée 1. Toutefois cette valeur ne dépasse pas le double de la valeur limite d'émission en effet le résultat mesuré est de 325 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite d'émission à 300 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'exploitant indique que "Les deux essais ont été réalisés à 1 jour d'intervalle ; suite à une panne, nous avons redémarré l'usine en début d'après-midi le 26/09 (mesure faite au redémarrage de l'usine qui peut expliquer le dépassement sur les 2 premiers essais) mais n'avons pas eu le temps de faire les 2 cheminées le même jour. La cheminée n°2 a été testée le lendemain matin."

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les mesures au démarrage de l'installation dans un délai compatible avec l'exploitation d'une centrale d'enrobage temporaire, notamment, permettant la mise en place d'actions correctives et la réalisation d'une nouvelle analyse.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 30 jours

#### N° 10 : Valeurs limites d'émission.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 6.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émission.

**Prescription contrôlée :**

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après selon le flux horaire. Dans le cas où le même polluant est émis par divers rejets canalisés, les valeurs limites applicables à chaque rejet canalisé sont déterminées le cas échéant en fonction du flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport d'analyses des rejets atmosphériques réalisées du 26 au 27 novembre 2023 par la société SOCOTEC.

Le rapport analyse pour les deux cheminées l'ensemble des paramètres prévus par l'article 6.7 de l'arrêté ministériel du 09/04/19.

Le rapport indique que la concentration en SO<sub>2</sub> est supérieure à la valeur limite d'émission pour la cheminée 1. Toutefois cette valeur ne dépasse pas le double de la valeur limite d'émission en effet le résultat mesuré est de 325 mg/Nm<sup>3</sup> pour une valeur limite d'émission à 300 mg/Nm<sup>3</sup>.

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les mesures au démarrage de l'installation dans un délai compatible avec l'exploitation d'une centrale d'enrobage temporaire, notamment, permettant la mise en place d'actions correctives et la réalisation d'une nouvelle analyse.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 30 jours

#### N° 11 : Surveillance des émissions dans l'air.

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'air.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 6.6 du présent arrêté, le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <p>Lorsque les poussières contiennent au moins un des métaux ou composés de métaux énumérés à l'article 6.7 (6° a, b ou c) du présent arrêté et si le flux horaire des émissions canalisées de poussières dépasse 50 g/h, la mesure en permanence des émissions de poussières est réalisée.[...]</p> <p>II. - Dans le cas de mesures périodiques, la moyenne de toutes les mesures réalisées lors d'une opération de surveillance ne dépasse pas les valeurs limites d'émission et aucune des moyennes horaires n'est supérieure à 1,5 fois la valeur limite d'émission.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'analyses des rejets atmosphériques réalisées du 26 au 27 novembre 2023 par la société SOCOTEC.</p> <p>Une mesure unique est réalisée lors de la période de fonctionnement de l'installation qui est temporaire.</p> <p>Le flux de poussières mesuré est de l'ordre de 31 g/h (cheminée 1) et 27 g/h (cheminée 2) inférieur au seuil de mesure en continu qui est de 5 kg/h.</p> <p>Aucun flux pour les autres paramètres mesurés ne dépasse la valeur limite entraînant la nécessité de faire une mesure en continu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 :** Surveillance des émissions dans l'air.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'air.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques montrant l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p> <p>Dans le cas d'une auto surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p> <p>Pour les COV, la surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation est confirmée périodiquement par une mesure des émissions.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à disposition des inspecteurs des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant réalise une mesure unique sur la période de fonctionnement de l'installation de l'ensemble des paramètres réglementaires.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :
<b>Constats :</b> L'exploitant présente les mesures de bruit qui ont été réalisées le 18/10/23 et le 25/09/23 pour la mesure hors fonctionnement des installations.  Le rapport indique le respect des valeurs limite d'émergence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.  La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité correspondant à un mois de production ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.
<b>Constats :</b> Il n'est pas constaté le jour de l'inspection la présence de déchets entreposés dans des conditions ne prévenant pas toute dégradation et qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.  De plus, l'exploitant indique qu'il réalise sa gestion des déchets via l'application WEST MARKET PLACE qui assure la traçabilité et la vérification que le prestataire de récupération possède les autorisations nécessaires.  Les agrégats d'enrobés sont analysés (amiante, goudron, HAP) avant récupération et réutilisation.  Ce point n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite